



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Droits d'Urgence

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Droits d'Urgence

5 rue du Buisson Saint-Louis - 75010 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Droits d'Urgence

5 rue du Buisson Saint-Louis - 75010 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Droits d'Urgence,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Droits d'Urgence relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

- Les méthodes de comptabilisation des ressources.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Droits d'Urgence



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 3 juin 2025

KPMG SA



Thierry Champion

Associé

Droits d'Urgence

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	90 318	90 318		13 949
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	134 819	105 680	29 139	43 461
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières	7 281		7 281	7 281
TOTAL I	232 433	195 998	36 435	64 706
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	105 016		105 016	111 554
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	106 762		106 762	23 696
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	190 375		190 375	297 757
Charges constatées d'avance	2 635		2 635	8 883
TOTAL III	404 789		404 789	441 890
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	637 222	195 998	441 223	506 596





Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	-17 508	47 830
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	88 325	-65 338
Situation nette	70 817	-17 508
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 870	
Provisions règlementées		
TOTAL I	72 687	-17 508
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques	45 000	7 351
Provisions pour charges	43 565	118 793
TOTAL IV	88 565	126 144
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 177	59 842
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 315	71 257
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	200 979	258 362
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	3 500	8 500
TOTAL V	279 971	397 961
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	441 223	506 596





Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	360	
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	2 123 743	2 134 973
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	381 927	349 377
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	238 008	157 146
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	13 900	108 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	80 044	24 513
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	5 891	4 217
TOTAL I	2 843 873	2 778 227
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	365 053	405 783
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	145 596	158 465
Salaires et traitements	1 535 841	1 586 800
Charges sociales	625 588	618 286
Dotations aux amortissements et dépréciations	39 375	45 280
Dotations aux provisions	50 328	23 855
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7	5 891
TOTAL II	2 761 789	2 844 360
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	82 084	-66 133
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	467	1 518
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	467	1 518
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	277	594
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	277	594
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	190	923
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	82 274	-65 210





Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	286	
Sur opérations en capital	459	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	11 000	
TOTAL V	11 745	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	5 694	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		128
TOTAL VI	5 694	128
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	6 051	-128
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 856 085	2 779 745
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 767 760	2 845 083
EXCÉDENT OU DÉFICIT	88 325	-65 338

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	282 042	93 386
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	282 042	93 386
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	282 042	93 386
TOTAL	282 042	93 386





ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PREAMBULE	3
OBJET DE L'ASSOCIATION	3
NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES.....	3
DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE.....	3
EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2024.....	3
PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	5
Principes généraux.....	5
Autres informations	5
ETAT DES IMMOBILISATIONS	8
ETAT DES AMORTISSEMENTS	10
ETAT DES PROVISIONS	11
ETAT DES CREANCES ET DETTES	13
CHARGES A PAYER ET PRODUIT A RECEVOIR	14
PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE	15
VARAITION DES FONDS PROPRES (art 431-5 du règlement ANC 2018-06).....	16
ENGAGEMENTS ET SÛRETES REELLES CONSENTIES	17

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 441 223€

Le résultat net comptable est un excédent de 88 325 €

OBJET DE L'ASSOCIATION

L'Association, ayant pour dénomination DROITS D'URGENCE, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, est à but humanitaire et a pour objet d'engager toutes actions en faveur de l'accès aux droits des personnes en situation d'exclusion sociale et de vulnérabilité, ainsi que de leurs proches, en France et à l'étranger.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

Les activités de Droits d'urgence s'exercent principalement à Paris et région parisienne.
En 2024, l'association Droits d'urgence a assuré **11011 permanences juridiques** généralistes in situ auprès de **64037 personnes** dans une centaine de lieux d'intervention à Paris et région parisienne.
Droits d'urgence développe depuis plus récemment des actions à l'échelle nationale : pour l'organisme de formation et pour la plateforme DroitsDirects.fr dédiée aux victimes de violences conjugales.
Ces actions s'exercent selon 3 axes : l'accès au droit pour toutes et tous, l'accès au droit par public cible, l'accès au droit par la formation.

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Ressources humaines au 31/12/2024 : 49,79 ETP

Une équipe de direction composée de 4 personnes (directrice, directeur adjoint, Responsable des formations et d'une assistante administrative et financière).

Les autres salarié.es se répartissent de la façon suivante :

- Coordinateurs.trices des Points d'accès au droit (18è et 20è arr.)
- Coordinatrices.teurs de dispositifs (Accès au droit et santé mentale, points d'accès au droit pénitentiaires, pôle vie associative, pôle violences conjugales)
- Juristes
- chargé.e.s d'accueil juridique et social
- stagiaires

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2024

Renouvellement du Conseil d'administration en décembre 2024

4 nouveaux administrateurs ont intégré le Conseil d'administration : Françoise Brié, Jean-Nicolas Clément, Marianne

Leloup, Pascal Ruffenach

1 administrateur a démissionné (Jean-Louis Nadal)

Les autres membres du Conseil d'administration ont été renouvelés

Le bureau est désormais constitué de la façon suivante : Caroline Joly, présidente ; Yves Defontaine, trésorier ; Jérôme Karsenti, secrétaire.

Le Conseil d'administration est élu pour une période de 3 ans.

Réalisation d'une feuille de route liée à la mandature de la Présidente

La présidente a lancé en 2023 un travail de réflexion sur la feuille de route, avec l'agence Demain dans un premier temps, puis des groupes de travail mêlant salariés, administrateurs, bénévoles et partenaires Pro Bono. Cette feuille de route a été approuvée à l'AGO du 18 juin 2024.

Les priorités définies pour cette feuille de route sont les suivantes :

- Focaliser et sécuriser notre action sur son cœur de métier qui est parisien
- Sécuriser financièrement l'association avec 2 chantiers importants :
 - o Développer la formation car c'est une manière d'essaimer nos bonnes pratiques
 - o Développer, pérenniser nos partenariats publics et accroître les partenariats privés ; pour cela on s'est doté d'un code éthique de valeurs.
- Horizontaliser le modèle associatif de Droits d'urgence.

Marchés publics avec la Ville de Paris

- Points d'accès au droit : Droits d'urgence a renouvelé sa candidature à l'appel d'offre sur les 3 Points d'accès au droit qu'elle gérait (13è, 18è et 20è arr.). Elle a obtenu la gestion de 2 points d'accès au droit (18è et 20è arr.).
- Relais d'accès au droit : augmentation de la commande de permanence par le CASVP (+60 permanences).

Travail de diversification des ressources

Droits d'urgence est financé à 86% par des fonds publics (dont marchés publics Ville de Paris : 66%) et a engagé un travail de diversification de ses ressources, afin de pérenniser et amplifier ses actions.

- Avec le soutien de la direction juridique de l'entreprise CHANEL et du 19M, organisation de la 2è édition du gala de levée de fonds de Droits d'urgence le 30 mai 2024,
- Un programme de lutte contre les violences conjugales a été mis en œuvre et a démarré dès 2022 au titre du fonds social européen (convention signée avec le FSE le 17/09/2024). Ce programme couvre la période 2022 - 2023 - 2024. Le programme a reçu un avis favorable de la DRIEETS d'Ile-de-France le 17/04/2024. 60% des produits sont comptabilisés au titre de l'année 2024, le solde sera comptabilisé en 2025 après contrôle de la DRIEETS.
- Partenariat Pro Bono : nous avons conclu 3 nouveaux partenariats, 2 avec des cabinets d'avocats (Willkie Farr. Et Osborne Clark) et 1 avec la société Groupama Protection Juridique (GPJ).
- Organisme de formation : Développement des actions de formation (Un travail a été lancé en Pro Bono avec Chanel pour renforcer le démarchage commercial et la communication de l'OF).

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Conformément au changement de méthode comptable appliqué en 2022 concernant la comptabilisation d'une provision indemnité départ en retraite. Cette dernière s'élevait à 110 598 à la clôture de l'exercice au 31/12/2022. Un changement est intervenu au cours de l'année, entraînant une revalorisation de la provision au 01/01/2024 et, par conséquent, une reprise de 76 906.79€ à cette date. Cette correction résulte d'une erreur liée à la convention collective utilisée pour l'évaluation de la provision.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Type	Durée
Concessions et droits similaires	5 ans
Travaux d'agencements du local	6 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	3 ans

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Autres informations

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant de la provision des engagements des indemnités de fin de carrière est inscrit en Provision pour risques et charges pour un montant de 43565€ au 31/12/2024. La provision a fait l'objet d'une régularisation de 76907€ au

01/01/2024 suite à une erreur de paramétrage au moment de sa constitution.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : **64 ans** pour les non-cadres & **65 ans** pour les cadres
- le taux de rotation du personnel : **4%**
- le taux moyen d'augmentation des salaires : **7%** pour employés et **4%** pour les cadres
- le taux d'actualisation retenu : **3.8 %**
- le taux moyen des charges sociales : **45%**

Provision pour risques

Au 31/12/2024, il a été constitué une provision pour risques suite au licenciement le 4 septembre 2023 d'une salariée. Un accord transactionnel a été signé le 01/04/2025 après une procédure prud'homale. Le montant figurant en provision correspond au montant de la transaction et charges afférentes.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature correspondent aux actions bénévoles réalisées pour le compte de Droits d'urgence. Il s'agit de la mise à disposition de personnes non-salariés de l'association, professionnels du droit, qui effectuent, à titre gratuit, différentes activités : tenue de permanences juridiques, prise en charge de dossiers contentieux, accompagnements administratifs et juridiques, réponses à des questions juridiques, recherches juridiques, aide lors d'un événement, formations, rédaction...

Le calcul retenu est le suivant :

Nature de la contribution	Méthode de val	Montant
Obtenu : 154		
Permanences juridiques	124 bénévoles X 1957h	260 816,63 €
Réseau	24 bénévoles X 400h	20 145,00 €
Formation	6 bénévoles X 24h	1080,00 €
Offerte :		
Une heure de bénévolat est valorisée au coût horaire d'un juriste facturé sur le marché public des Relais d'accès au droit, soit 45 €		
Total		282 041,63 €

Dons en natures

L'association « Droits d'urgence », a également pu bénéficier pendant l'exercice, de mécénat de compétence sous forme de prestations de services.

- L'entreprise « CHANEL », a poursuivi ses travaux pour la structure (déjà engagés depuis 2021). Elle a notamment, accomplis les missions suivantes correspondant à un total de **184 heures de mécénat de compétences**, avec l'organisation suivante :

- Organiser un Gala annuel. Ce Gala est organisé à La Galerie du 19M, auprès essentiellement de professionnel-les du droit (Avocat-es, juristes, notaires, huissier-es...). L'objectif de cette action est double : lever des fonds pour financer les actions de terrain de l'association, et gagner en visibilité auprès d'un public de professions juridiques, particulièrement sensibles à notre mission et potentiels partenaires Pro Bono.
 - Pro Bono challenge day : Aider Droits d'urgence à marketer son offre de sensibilisation.
 - Post Pro Bono challenge day : Aider Droits d'urgence à préparer sa campagne de communication
-
- Delphine Stemmelin-Trutt a accompli les missions suivantes en mécénat de compétences : Conseil et accompagnement juridique ; Assistance et représentation devant les juridictions prud'hommales.
- La valorisation est de **18000 €** (60h au taux horaire de 300 €).

Rémunération des cadres dirigeants

Il n'est pas possible de mentionner le montant des rémunérations, avantages en nature et charges sociales versés aux trois plus hauts cadres dirigeants car cela revient à divulguer la rémunération du seul dirigeant salarié. Les dirigeants n'ont bénéficié d'aucun avantage en nature particulier.

ETAT DES IMMOBILISATIONS

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Dotations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	90 318		
TOTAL	90 318		
Terrains			
Constructions:			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations:			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	59 750		
Matériel:			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	63 965		
Emballages récupérables et divers			11 104
Immobilisations corporelles en cours			
Avance et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	123 715	-	11 104
Participations évalués par mise en équivalence			
- Participations			
Autres:			
- Titres immobilisés	15		
Prêts et autres immobilisations financières	7 281		
TOTAL	7 296		
TOTAL GENERAL	221 329		11 104

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. En fin d'ex
Frais d'établissement et de développement				
Dotations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			90 318	
TOTAL			90 318	
Terrains				
Constructions: - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencés et aménagt const.				
Installations: - Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencés et aménagt divers			59 750	
Matériel: - De transport				
- De bureau et informatique, mobilier			75 069	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avance et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL			134 819	
Participations évalués par mise en équivalence				
- Participations				
Autres: - Titres immobilisés			15	
Prêts et autres immobilisations financières			7 281	
TOTAL			7 296	
TOTAL GENERAL			232 433	

ETAT DES AMORTISSEMENTS

CADRE A- Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Dotations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	76 369	13 949		90 318
TOTAL	76 369	13 949		90 318
Terrains				
Constructions: - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations Techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	45 218	9 958		55 176
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	35 036	15 468		50 504
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	80 254	25 426		105 680
TOTAL GENERAL	156 623	39 375		195 998

ETAT DES PROVISIONS

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Règlementées				
Provisions pour :				
- Reconstituions des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
Provisions pour :				
- Litiges	7 351	48 649	11 000	45 000
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations	118 793	1 679	76 907	43 565
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	126 144	50 328	87 907	88 565

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentation s : dotations de l'exercice	Diminution s : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations Immobilisations <ul style="list-style-type: none"> - Incorporelles - Corporelles - Biens reçus par legs ou donations - Titres mis en équivalence - Titres de participation - Financières Sur stocks et en cours Sur comptes clients Sur créances reçues par legs ou donations Autres provisions pour dépréciation TOTAL III				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	126 144	50 328	87 907	88 565
Dont dotations et reprises : <ul style="list-style-type: none"> - D'exploitation - Financières - Exceptionnelles 		50 328	76 907 11 000	

ETAT DES CREANCES ET DETTES

Créances	Montant Brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	7 281		7 281
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	105 016	105 016	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	538	538	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 294	7 294	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	73 549	73 549	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	25 382	25 382	
Charges constatées d'avance	2 635	2 635	
TOTAL	221 695	214 414	7 281

Dettes	Montant Brut	Liquidité de l'actif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine	59	59		
- A plus d'1 an à l'origine	22 118	22 118		
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	53 315	53 315		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	75 207	75 207		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	115 272	115 272		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	10 500	10 500		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	3 500	3 500		
TOTAL	279 971	279 971		

CHARGES A PAYER ET PRODUIT A RECEVOIR

Chargers à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 691	33 071
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	102 357	115 993
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	123 048	149 064

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières.		5 630
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	24 354	8 793
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	24 354	14 423

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
- D'exploitation	3 500	8 500
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL	3 500	8 500

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
- D'exploitation	2 365	8 883
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	2 365	8 883

VARAITION DES FONDS PROPRES (art 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du Résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres dans droit de reprise	47 830	-65 338		65 338	-
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	- 65 338	65 338	187 769		122 431
Situation nette	- 17 508		187 769	65 338	104 923
Dotations consommables					
Subventions d'investissement			2 328	459	1 870
Provisions réglementées					
TOTAL	- 17 508		190 097	65 797	106 793

ENGAGEMENTS ET SÛRETES REELLES CONSENTIES

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

L'association a déposé une caution de **7 281€** auprès de « PARIS HABITAT », concernant le local qu'elle occupe comme siège social à l'adresse 5 Rue du Buisson Saint Louis 75010 PARIS.

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

A la clôture de l'exercice au 31/12/2024, l'entreprise dispose dans ses comptes, d'un emprunt bancaire.

- L'association a souscrit au cours de l'exercice 2021, un nouveau prêt bancaire de **150 000€**, garantis par l'état, afin de palier à tout éventuel problème de trésorerie, suite à l'impact de la pandémie de COVID-19 (comme évoqué en préambule).

Pendant l'exercice comptable, la structure a remboursé au total **37 723€** de capital d'emprunt.

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	22 118	
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
TOTAL	22 118	

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à **12 400HT €**.